

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
4 mai 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 3 mai 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 23 février 2005 (S/2005/114), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport que l'Égypte a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité
du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Ellen Margrethe Løj



Annexe

**Note verbale datée du 29 avril 2005, adressée
à la Présidente du Comité par la Mission permanente
de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République arabe d'Égypte auprès des Nations Unies présente ses compliments à la Présidente du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint le cinquième rapport présenté par l'Égypte en réponse aux demandes de renseignements du Comité sur les lois et règlements égyptiens (voir pièce jointe).

Pièce jointe

[Original : arabe]

1. Mesures de mise en œuvre

1.1 Dans le quatrième rapport de l'Égypte, à la page 13, il est fait référence à un projet de loi sur le renforcement du régime juridique relatif à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale. Le Comité souhaiterait que l'Égypte lui fasse le point sur l'avancement de la procédure relative à cette loi et lui fournisse des informations concernant toute autre mesure prise par l'Égypte en vue de renforcer sa capacité antiterroriste et les modalités de coopération avec les autres États aux fins de la lutte antiterroriste.

Le service de la coopération internationale au Ministère de la justice a achevé l'élaboration des grands axes du projet de loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale. Une discussion fructueuse s'est tenue sur ces axes lors d'une réunion d'un comité composé sur décision du Ministre de la justice en présence des membres du comité représentant les services compétents, des spécialistes chargés des questions pénales. Le Comité a approuvé les grands axes en question. Le projet de loi a été examiné dans le cadre des travaux du Comité national pour la coopération internationale relative à la lutte antiterroriste, et les deux comités veillent à ce que les dispositions du projet de loi soient en harmonie avec celles des instruments internationaux de manière générale et ceux relatifs à la lutte antiterroriste en particulier. L'élaboration du projet de loi devrait être achevée prochainement en vue de sa présentation aux services compétents afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour sa soumission à l'Assemblée du peuple et au Conseil consultatif au début de leur prochaine session.

Il convient de mentionner que les principales caractéristiques du projet de loi de coopération judiciaire internationale dans le domaine pénal sont les suivantes :

a) Sont incluses dans ce projet toutes les mesures qu'exige la coopération judiciaire internationale, cela ne se limitant pas à la livraison des criminels mais comprenant les commissions rogatoires, que ce soit pour les autorités égyptiennes ou étrangères, ainsi que l'application des jugements étrangers, le transfèrement des condamnés. De même, le projet prévoit de nouvelles modalités relatives à la livraison à un État étranger de criminels se trouvant en Égypte ou la remise à l'Égypte de criminels par un État étranger, ainsi que de nouvelles techniques visant à donner suite rapidement aux commissions rogatoires en utilisant l'Internet. De plus, le projet de loi traite de la question de la saisie des biens que les criminels possèdent et qui sont liés au crime, ainsi qu'aux modalités y afférentes;

b) Le projet de loi traite des perspectives d'avenir en matière de collaboration et de coopération avec les tribunaux pénaux internationaux créés en application de conventions internationales ou de résolutions en vigueur en Égypte et énonce que la coopération est permise avec d'autres tribunaux pénaux internationaux, à savoir les Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

c) Le projet de loi comprend huit chapitres fondamentaux : dispositions générales, commissions rogatoires, extradition et remise de biens, transfert de procédures pénales, reconnaissance et exécution de jugements pénaux, transfert de condamnés, coopération avec les tribunaux pénaux internationaux.

Quant aux mesures que la République arabe d'Égypte a prises récemment concernant sa capacité de lutter contre le terrorisme, elles sont indiquées ci-après :

- La Commission nationale sur la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme a réalisé une étude portant sur deux conventions, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, en vue d'examiner dans quelle mesure il convient d'y accéder. La Commission a recommandé d'y accéder et des mesures sont prises en vue de les ratifier;
- Le 25 juillet 2004, la Commission nationale sur la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme a rencontré les membres de l'Équipe de surveillance du Comité créé par la résolution 1267 et a discuté des moyens de coopérer avec la Commission nationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. L'examen a porté sur les efforts déployés par l'Égypte dans le domaine législatif et exécutif et en vue d'éliminer tous les obstacles qui empêchent de donner suite aux demandes d'extradition de personnes accusées d'avoir commis des infractions terroristes;
- Le Ministère égyptien de la justice a tenu de nombreuses réunions bilatérales et coordonné son action avec de nombreux États européens, africains et arabes, en vue de conclure des accords et de signer des mémorandums d'accord sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale, y compris dans le domaine de la lutte contre le terrorisme;
- Les 27 et 28 septembre 2004, la Commission nationale sur la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme a tenu une réunion avec une délégation du Bureau chargé de la politique de lutte contre le terrorisme du Royaume-Uni en vue de renforcer et de consolider les relations en matière de coopération juridique et judiciaire entre les deux pays, en particulier dans le domaine de la lutte contre le terrorisme;
- Le 2 octobre 2004, le Ministère de la justice a reçu M. Antonio Maria Costa, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et M. Jean-Paul Laborde, chef du Service de prévention du terrorisme de l'ONUDC. Une réunion a eu lieu entre eux et la Commission nationale sur la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, au cours de laquelle a été abordée la question des moyens de coopération entre l'Égypte et l'ONU dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, y compris les crimes terroristes;
- Le 16 février 2005, la Commission nationale sur la coopération nationale en matière de lutte contre le terrorisme a reçu M. Javier Rupérez, Directeur exécutif de la Direction du Comité contre le terrorisme. Les efforts déployés par la République arabe d'Égypte pour lutter contre le terrorisme ont été passés en revue et M. Rupérez a parlé du rôle que la Direction du Comité contre le terrorisme pourrait jouer dans la fourniture d'une assistance aux États pour lutter contre le terrorisme;
- Les 21 et 22 décembre 2004, le Ministère de la justice a organisé un séminaire régional sur la définition de mécanismes juridiques pour lutter contre le

terrorisme. Les recommandations du séminaire ont été en particulier les suivantes :

- S'employer à élaborer une législation dans le domaine de la coopération judiciaire internationale; poursuite des efforts législatifs visant à se tenir au courant des faits nouveaux survenant sur la scène internationale; prise de mesures visant à promouvoir les instruments internationaux et régionaux sur la lutte contre le terrorisme ratifiés par la République arabe d'Égypte en adoptant une législation appropriée, avec l'aide du guide établi à cette fin par l'ONUDC (voir pièce jointe 1);
- Accueillir favorablement la création au Caire d'un centre régional pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dans le cadre de l'ONUDC, en vue d'aider les pays de la région à déployer des efforts visant à appliquer les dispositions des conventions et protocoles internationaux sur la criminalité transnationale organisée et le terrorisme;
- L'Égypte a participé au Colloque régional arabe sur la lutte contre le terrorisme, qui s'est tenu au Caire dans le cadre de la Ligue des États arabes les 16 et 17 février 2005, et à la Conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme, qui s'est tenue à Riyad du 5 au 8 février 2005, et a joué un rôle actif dans l'élaboration des recommandations de ces deux conférences;
- Outre ce qui précède, l'Égypte maintient des contacts constants avec différents États du monde entier en vue d'intensifier la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, en particulier en concluant des accords de coopération judiciaire qui font que les délinquants et les personnes condamnées ainsi que les personnes recherchées peuvent être extradés et traduits en justice, ou du moins assurent une plus grande transparence sur le plan de l'échange d'une assistance et d'informations en matière de procédures judiciaires et de sécurité. Des progrès sensibles ont été enregistrés à cet égard, que reflète principalement la conclusion d'un certain nombre d'accords bilatéraux avec différents pays européens et africains, tels que l'Afrique du Sud, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et l'Ukraine, ainsi que d'accords de coopération avec des pays arabes.

1.2 Le Comité contre le terrorisme a pris note du fait que s'agissant de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, l'Égypte élaborait des dispositions correspondantes dans son droit national. Le Comité souhaiterait que l'Égypte lui fasse le bilan sur le processus en cours pour devenir partie à la Convention.

Une décision du Président de la République (n° 426 de 2004) a été publiée concernant la ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée à New York le 10 janvier 2000. La Convention a été ratifiée par l'Assemblée du peuple à sa session du 1^{er} février 2005 et l'instrument de ratification est sur le point d'être déposé par le Ministère des affaires étrangères (voir pièce jointe 2).

1.3 Le Comité a pris note également du fait que l'Égypte n'est pas encore partie à la Convention internationale pour la répression des attentats à l'explosif et à la Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires. Le Comité souhaiterait que l'Égypte lui fasse le point sur le processus en cours pour devenir partie à ces conventions. Outre ces

conventions, le Comité cherche à obtenir des précisions sur la référence faite aux pages 5 et 8 du quatrième rapport de l'Égypte selon laquelle, en application de l'article 51 de la Constitution égyptienne, les conventions ratifiées par l'Égypte ont automatiquement force de loi. Toutefois, étant donné que ces conventions ne sont pas directement applicables, le Comité souhaiterait que l'Égypte lui fournisse des informations sur l'existence de dispositions dans le droit interne égyptien qui correspondent aux dispositions de ces conventions.

S'agissant de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, des mesures constitutionnelles sont prises à l'heure actuelle en vue de la soumettre à l'Assemblée du peuple au cours de la prochaine session.

Alors que la Convention sur la protection physique des matières nucléaires est encore étudiée par les autorités compétentes, l'Égypte a pris un certain nombre de mesures à cet égard, telles que l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1981 et la signature d'un accord de sauvegarde nucléaire avec l'Agence internationale de l'énergie atomique en 1982, en sus d'un certain nombre de mesures sur les plans législatif, de la sécurité et de la surveillance, comme indiqué ci-après :

1. L'exécution actuelle, par l'Institut de l'énergie atomique, par l'intermédiaire du Centre national pour la sûreté nucléaire et le contrôle des rayonnements, du Programme de gestion intégrée du « berceau à la tombe » en coopération avec les laboratoires Sandia National aux États-Unis. Ce programme comprend l'utilisation d'une base de données précisant si les produits sont encore utilisés et, pour les sources, les documents d'importation connexes, les types et l'intensité des sources, les lieux où ils sont utilisés, les moyens de transport et de stockage, l'entité qui en est responsable et les systèmes de protection physique connexes. De plus, les systèmes de protection physique des sources radioactives, en particulier de celles qui sont hautement radioactives, sont examinés par les personnes compétentes au niveau de l'Institut, et le respect par ces systèmes des normes internationales est vérifié, et toutes ces activités se déroulent en collaboration avec le Ministère de la santé. De plus, conformément au Programme, les sources radioactives sont recyclées en vue d'être utilisées, lorsque cela est possible, ou des efforts sont faits en vue d'assurer leur enfouissement sans danger après qu'elles aient été préparées conformément aux méthodes techniquement appropriées. De plus, l'Institut, par le biais du Centre national pour la sûreté nucléaire et le contrôle des rayonnements, entreprend toutes les activités relatives à l'interdiction des matières nucléaires et à la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) conformément à l'Accord de garanties généralisées conclu entre l'Égypte et l'Agence en 1982;

2. L'adoption de mesures visant à prévenir les tentatives d'importation et de contrebande d'armes et d'explosifs de toutes sortes, comme précisé ci-après :

- Des contrôles de sécurité sont réalisés sur les personnes, les bagages et les articles connexes, ainsi que sur les véhicules à moteur en utilisant du matériel technologiquement perfectionné (portiques de détection électronique pour les personnes, matériel à rayon X pour vérifier les bagages, fibroscopes et miroirs pour les véhicules);
- Les marchandises font l'objet de contrôles de sécurité appropriés effectués par le Comité mis en place par les services concernés en vue d'inspecter les

marchandises, de vérifier les cargaisons et de réaliser des inspections de sécurité au moyen de matériel à rayon X de détection des explosifs et de chiens formés à la détection des explosifs;

- Des contrôles de sécurité et douaniers approfondis sont effectués au niveau des approvisionnements des navires et des aéronefs, qui sont inspectés aux fins de la sécurité au moyen de matériel de détection des explosifs et de chiens formés à la détection des explosifs;
- Il convient de signaler que ces contrôles des procédures sont conformes aux normes recommandées au niveau international, à savoir : l'annexe relative à la sécurité n° 17 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, publiée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI); le Code international pour la sécurité des navires et des installations portuaires, adopté par l'Organisation maritime internationale dans le cadre de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer;

3. L'adoption de mesures efficaces visant à renforcer le contrôle des mouvements des cargaisons de matières dangereuses et de substances classiques en explosifs, conformément aux textes ci-après :

- La décision ministérielle publiée en vue de définir les matières explosives et la liste qui est annexée;
- La législation douanière promulguée pour régir le dédouanement de ces matières;
- Le code international relatif aux matières dangereuses qui énumère 350 matières considérées comme dangereuses;
- Les règles pertinentes de l'OACI et de l'OMI;

4. Une évaluation globale des règlements relatifs au renforcement du contrôle de la circulation des matières dangereuses et des substances chimiques classées comme explosives, comme indiqué ci-après :

- Participation d'un représentant du Ministère des affaires étrangères aux activités d'inspection dans les services de l'Organisation générale pour le contrôle des exportations et des importations (GOEIC) à tous les points d'entrée et de sortie officiels du pays pour assurer l'application de la décision ministérielle sur les matières explosives et de la liste annexée concernant les cargaisons de matières et de substances chimiques dangereuses;
- L'analyse, par l'Organisation générale pour le contrôle des exportations et des importations (GOEIC) de toutes les cargaisons et de tous les échantillons de substances chimiques arrivant dans le pays pour lesquels aucun nom scientifique n'est fourni aux fins d'identification de leur contenu; l'Organisation indique leur nom scientifique et vérifie si le produit est classé comme matière explosive, à condition que le nom scientifique comprenne toutes les caractéristiques indiquées dans le Code international des matières dangereuses, à savoir le numéro correspondant au danger (numéro UN) et la classe à laquelle appartient la matière dangereuse;
- En cas de violation des décisions des règlements régissant le transport des explosifs et s'il est établi que les matières importées comprennent des explosifs mentionnés dans la liste annexée à la décision ministérielle

susmentionnée, le laboratoire de police scientifique effectue une nouvelle analyse de la matière en vue d'établir un rapport technique sur celle-ci afin qu'une procédure juridique puisse être entamée;

Les mesures ci-après sont prises par le Ministère des transports (secteur des transports maritimes – organisme général pour les postes frontière terrestres) et le Ministère de l'aviation (administration aéroportuaire) :

- Établissement de zones appropriées pour recevoir et stocker les matières et substances chimiques dangereuses conformément aux codes portuaires internationaux (mer/air/terre) qui répondent aux exigences en matière de prévention pour assurer la sûreté et contrôler de façon stricte les matières;
- Exiger des agences maritimes qu'elles soumettent les caractéristiques techniques des matières dangereuses devant être expédiées à destination d'un port et obtiennent l'autorisation de l'autorité portuaire avant l'envoi depuis le port d'exportation et que ces informations soient examinées conformément au code international relatif aux matières dangereuses;
- Ne pas permettre le déchargement des matières explosives ou de produits chimiques classés comme explosifs se trouvant à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un autre moyen de transport au port de destination ni autorisation du transport de ceux-ci sans autorisation préalable des services de sécurité concernés;
- Saisie, par les services d'organismes de contrôle, d'exportations et importations dans les ports au cas où la cargaison est soupçonnée de contenir des matières explosives ou des produits chimiques ou des matières considérées comme telles et envoi d'échantillons au laboratoire de police scientifique du bureau chargé des enquêtes judiciaires aux fins d'analyse et de l'élaboration d'un rapport technique en vue d'intenter une action en justice les concernant;

5. L'Autorité générale chargée des ports, en coopération avec l'Institut de l'énergie atomique, a mis en place des portiques de détection des matières radioactives dans un certain nombre de ports. Le système est en cours d'achèvement et sera installé dans d'autres ports maritimes à l'avenir.

2. Mesures législatives

1. La loi n° 59 de 1960 sur les activités utilisant les rayonnements ionisants et la protection contre leurs dangers (art. 1 et 2) limite l'utilisation et la détention de matières radioactives par des organisations actives dans ce domaine qui satisfont pleinement aux conditions fixées en matière de contrôle dans les lois et règlements en vigueur (pièce jointe 3).

2. La loi n° 4 de 1994 sur la protection de l'environnement (art. 29, 31 et 32) interdit le transport des matières et déchets dangereux ou la construction d'installations pour le traitement des matières dangereuses sans permission préalable de l'autorité administrative compétente et de l'Agence égyptienne aux affaires environnementales. En vertu de cette loi également, l'élimination des déchets dangereux doit se dérouler conformément aux conditions et normes définies dans le règlement d'application de la loi. Le Ministre des logements, après avoir consulté les Ministères de la santé et de l'industrie et l'Agence aux affaires environnementales, choisit les emplacements et fixe les conditions pour la

délivrance des permis d'élimination des déchets dangereux, en suivant des procédures strictes en matière de sécurité et de surveillance (pièce jointe 4). Cette loi interdit aussi l'importation des déchets dangereux et la délivrance d'une autorisation pour leur entrée sur le territoire de l'État ou le transit par celui-ci. Le passage des navires transportant des déchets dangereux par les eaux territoriales ou la zone économique exclusive sans une autorisation de l'Autorité administrative compétente est aussi interdit. Il convient de mentionner que la note explicative relative à cette loi précise que, vu les dangers que fait courir la manutention des déchets dangereux, l'importation de ces déchets et la délivrance d'une autorisation pour leur introduction sur le territoire de la République arabe d'Égypte ou le passage par celui-ci sont absolument interdits.

Points supplémentaires

1. L'Égypte déploie des efforts dans le cadre des travaux de la Conférence sur le désarmement à Genève en vue d'entamer des négociations sur un traité concernant les matières fissiles (stockées ou qui seront produites à l'avenir);

2. L'Égypte déploie des efforts dans le cadre de la Coalition pour un nouvel ordre du jour en vue de débarrasser la planète des armes nucléaires, la Coalition ayant adopté une résolution sur ce point, qui doit être soumise à l'Assemblée générale au nom des pays de la Coalition;

3. L'Égypte a participé en septembre 2004 à Vienne à la Conférence des partenaires internationaux de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire;

4. L'Égypte participe au groupe de travail créé par le Directeur général de l'AIEA en vue d'étudier le cycle de combustibles nucléaires et les moyens de le contrôler;

5. L'Égypte déploie depuis 1974 des efforts en vue de débarrasser la région du Moyen-Orient des armes nucléaires et elle a présenté un projet de résolution à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur ce point;

6. Le Président de l'Égypte a pris une initiative visant à débarrasser le Moyen-Orient des armes de destruction massive et des efforts sont faits aux niveaux international et régional pour mobiliser l'opinion.

S'agissant de la référence faite à l'article 151 de la Constitution égyptienne et du fait que les conventions ratifiées par la République arabe d'Égypte font partie intégrante de la législation égyptienne, il convient de préciser que si la règle fondamentale au niveau de l'ordre juridique égyptien est que les conventions sont directement applicables dès qu'elles ont été ratifiées et entrent en vigueur au titre de l'article 151 de la Constitution égyptienne, ce qui implique la possibilité pour l'ordre judiciaire de les appliquer directement, le respect de leurs dispositions et la nécessité pour toutes les autorités de respecter ces dispositions, l'application des dispositions de ces conventions dépend de la nature des dispositions de la Convention ou du Traité. Ainsi, les conventions qui prévoient des sanctions nécessitent l'élaboration d'une législation visant à définir la nature de ces sanctions et des actes criminels conformément au principe de la légitimité sur le plan pénal. L'Égypte a adopté nombre de législations prévoyant des sanctions pour les actes mentionnés dans les conventions internationales, comme dans le cas des conventions relatives au terrorisme. Le Code pénal égyptien et les autres lois

pénales érigent en infraction les actes mentionnés dans ces conventions et prévoient des sanctions contre ceux-ci. Ainsi, la définition des actes mentionnés dans la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme est conforme de manière générale à la définition figurant à l'article premier de la loi n° 80 de 2002 sur la répression du blanchiment d'argent, et la définition des « produits » que l'on trouve dans la Convention est conforme à la définition des recettes qui figure dans la loi en question. L'article 2 de la Convention relative au terrorisme et à la criminalisation du financement du terrorisme correspond aux articles 86 et 86 *bis* de la loi n° 97 de 1992 amendant le Code pénal et le Code de procédure pénale et concernant le secret bancaire et les armes et munitions (surnommée la « loi sur le terrorisme »). Les mesures prévues aux articles 8 et 18 de la Convention, de plus, sont en grande partie en harmonie avec les procédures prévues dans la loi susmentionnée sur la répression du blanchiment d'argent. Toutes ces lois assurent l'application des dispositions de cette convention.

1.4 Le Comité a pris note du fait que l'Égypte est devenue partie à la Convention contre la criminalité transnationale organisée et il faudrait à cet égard que l'Égypte lui fasse le point en précisant s'il y a des dispositions correspondant à cette convention dans les lois intérieures de l'Égypte.

En vertu de la loi n° 80 de 2002 sur la lutte contre le blanchiment d'argent telle qu'amendée par la loi n° 78 de 2003, les dispositions de la Convention contre la criminalité transnationale organisée ratifiée par l'Égypte ont acquis force de loi. Les principaux éléments de la loi relative au blanchiment d'argent sont les suivants :

L'article premier de la loi susmentionnée comprend une définition des termes techniques qui y figurent. Il a défini les fonds dont le blanchiment doit être combattu, leur source, les différentes institutions financières auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi, les opérations de blanchiment d'argent et les autres parties telles que définies dans la décision du Premier Ministre, que les activités visées dans cet article soient menées par des personnes physiques ou morales.

L'article 2 traite des infractions productrices de revenus à cause desquelles lesdits revenus sont considérés comme criminels, et il fournit une définition visée aux sections 3, 4, 15 et 16 du volume II du Code pénal et des infractions que sont l'enlèvement, la culture de plantes dont on extrait des stupéfiants et la fabrication de stupéfiants, le vol de fonds, le détournement, l'abus de confiance, la tromperie, la fraude, la débauche, la prostitution, ainsi que la criminalité organisée, visées dans les conventions internationales auxquelles l'Égypte est partie, lorsque ces infractions sont punies à la fois par la loi égyptienne et les lois étrangères, qu'une partie de ces infractions ou la totalité soit commise en Égypte ou à l'étranger.

L'article 3 traite de la mise en place, au sein de la Banque centrale d'Égypte, d'un mécanisme de coordination entre les différentes entités chargées des opérations de lutte contre le blanchiment d'argent, qui sera dénommé la Cellule de répression du blanchiment d'argent. Ce même article prévoit que le Président de la République publiera une décision sur le système de gestion et le système opérationnel de la Cellule et les autres responsabilités qu'il jugera bon de lui confier.

L'article 4 prévoit que les fonctions de la Cellule comprendront la réception de notification d'institutions financières et l'établissement d'une base de données contenant des informations sur les opérations financières suspectes, ainsi que l'échange d'informations et la coordination avec les autorités chargées de la

supervision dans les pays étrangers et au niveau des organisations internationales s'occupant du blanchiment d'argent.

L'article 5 confère aux personnes qui travaillent dans cette cellule, qui seront nommées sur décision du Ministre de la justice, la qualité d'agent chargé de l'application de la loi pour les infractions visées dans cette loi.

L'article 6 octroie à la Cellule la capacité de demander au Cabinet du Procureur général et aux autres autorités juridiques compétentes de prendre des mesures préventives dans le cadre des procédures prévues dans le Code de procédure pénale et des lois réglementant les pratiques de ces autorités et prévoit que les autorités chargées de la supervision vérifient le respect par les institutions financières de cette loi et signalent les activités financières suspectes.

Les articles 8 et 9 énoncent les obligations des institutions financières visées dans la loi s'agissant de l'administration de différents types de comptes clients et la tenue de registres concernant les transactions financières intérieures et internationales. De plus, ces institutions doivent garder pendant une période de cinq ans à compter de la fin de la transaction en question ou de la fermeture du compte, selon le cas, les dossiers relatifs aux clients et les autres documents qui doivent être conservés par eux aux fins de la coopération avec les autorités compétentes au titre de l'application des dispositions de la loi. La loi prend en considération les faits nouveaux survenus dans le domaine du stockage des documents et permet aux institutions financières de conserver des microfilms tout au long de la période susmentionnée après avoir conservé l'original.

L'article 10 vise à encourager la détection du blanchiment d'argent en exonérant de responsabilité pénale et civile les personnes qui signalent des opérations financières suspectes ou soumettent des informations et des données sur celles-ci, à condition que cette notification soit faite de bonne foi et pour des raisons valables.

L'article 12 permet d'introduire des devises dans le pays ou de sortir des devises de celui-ci, à condition que leur source soit révélée lorsque leur montant dépasse un plafond fixé dans l'article.

Les articles 14 et 15 de la loi énoncent les peines sanctionnant le non-respect de ses dispositions.

L'article 16 traite de la responsabilité des personnes morales pour des infractions commises en leur nom et dans leur intérêt par un de leurs employés, avec lequel lesdites personnes morales partagent la responsabilité concernant les sanctions financières imposées.

L'article 17 de la loi contient des dispositions exonérant l'auteur d'une infraction qui signale celle-ci et les autres auteurs aux autorités chargées de réunir les éléments de preuve ou de conduire l'enquête avant que ces autorités n'en aient connaissance. L'auteur est aussi exonéré s'il agit de la sorte après que les autorités en aient eu connaissance, si les informations qu'il a fournies conduisent à l'arrestation des autres auteurs ou à la saisie des fonds liés à l'infraction.

Les articles 18, 19 et 20 de la loi énoncent les principes régissant la coopération entre les autorités judiciaires égyptiennes et étrangères dans le domaine de la répression du blanchiment d'argent au titre des conventions bilatérales ou multilatérales auxquelles l'Égypte est partie.

Mécanismes d'application de la loi relative au blanchiment d'argent et mesures connexes

L'article 3 de la loi prévoit la création au sein de la Banque centrale d'Égypte d'une cellule spéciale indépendante chargée de la répression du blanchiment d'argent, dans laquelle les autorités concernées sont représentées. La cellule, qui a les responsabilités et pouvoirs prévus dans cette loi, est dotée d'un nombre suffisant d'experts et de spécialistes dans les domaines pertinents pour appliquer la loi et elle est dotée des agents qualifiés et formés nécessaires. Le Président de la République publiera un décret concernant la création de la cellule et les règles régissant sa gestion, son fonctionnement et son personnel, qui n'ont pas besoin de se conformer aux règles et règlements applicables au Gouvernement, au secteur public et au secteur des entreprises publiques.

Le décret présidentiel n° 164 de 2002, publié en application de l'article 3 susmentionné, a porté création de la cellule de répression du blanchiment d'argent. L'article 2 du décret prévoit la création d'un conseil d'administration de la cellule, présidé par un ministre adjoint de la justice choisi par le Ministre, les membres comprenant le Gouverneur adjoint principal de la Banque centrale, le Président de la Bourse, un représentant de l'Union des banques égyptiennes nommé par l'Union et un expert spécialisé dans les questions financières et bancaires, choisi par le Premier Ministre. L'article susmentionné prévoit aussi que la création de la cellule sera promulguée par une décision du Premier Ministre.

La création de la cellule a de fait été promulguée par la décision n° 1599 de 2002 du Premier Ministre.

L'article 3 du décret présidentiel susmentionné énonce les responsabilités du Conseil d'administration de la cellule pour la gestion de ses affaires, et le suivi de son application en vue de garantir la réalisation des objectifs de la cellule. L'article 3 énonce aussi les principales responsabilités du Conseil en la matière, à savoir l'adoption des formulaires nécessaires aux fins de l'application de la loi relative à la répression du blanchiment d'argent; prévoit les moyens adéquats pour la vérification du respect par les institutions financières des règles et règlements établis par la loi dans ce domaine; veille à ce que les autorités judiciaires et les autres entités chargées de l'application de la loi relative à la répression du blanchiment d'argent reçoivent les informations qu'elles demandent; adopte les règles applicables à l'échange d'informations avec les organismes étrangers et nationaux; et propose des systèmes et procédures pour réprimer le blanchiment d'argent dans le pays. L'article 5 du décret prévoit que le Président du Conseil d'administration est chargé de superviser et de gérer les affaires de la cellule. Il le charge de faire en sorte que la cellule s'acquitte pleinement des fonctions qui lui sont confiées; fasse des communications et prenne des arrangements concernant ses activités dans les instances internationales; et échange des informations avec les autorités compétentes dans les autres pays et avec les organisations internationales, conformément aux dispositions des traités internationaux. L'article 6 charge le Président du Conseil d'administration d'élaborer le rapport annuel présenté au Conseil d'administration de la Banque centrale d'Égypte, qui contient un examen des activités de la cellule, des faits nouveaux survenus sur le plan international dans le domaine de la répression du blanchiment d'argent et la position de l'Égypte les concernant. L'article 7 prévoit que la cellule sera financée par le budget de la Banque centrale d'Égypte et des ressources privées disponibles, à condition que le

budget annuel estimatif de la Banque centrale d'Égypte comprenne les crédits prévus pour assurer le financement approprié de la cellule, conformément au budget estimatif approuvé par le Conseil d'administration.

Enfin, en application de la loi relative à la répression du blanchiment d'argent promulguée par la loi n° 80 de 2002, le décret présidentiel n° 164 de 2002 établissant la cellule de répression du blanchiment d'argent et le décret présidentiel n° 28 de 2003 concernant le fonctionnement et le personnel de la cellule de répression du blanchiment d'argent, et en vue de préciser les dispositions de la loi des décrets publiés, un nouveau décret du Premier Ministre (n° 951 de 2003) a été promulgué. Les dispositions de ce décret, qui contient le règlement d'application pour la loi relative à la répression du blanchiment d'argent, seront réparties dans sept chapitres. Le chapitre premier contient les définitions des termes figurant dans la loi relative à la répression du blanchiment d'argent. Le chapitre 2 fournit des précisions sur les fonctions et le mandat de la cellule de répression du blanchiment d'argent. Le chapitre 3 traite du Conseil d'administration et de la structure organisationnelle de la cellule de répression du blanchiment d'argent, tandis que les chapitres 4 et 5 concernent les autorités de contrôle et les institutions financières nécessaires pour établir des systèmes assurant l'application des dispositions de la loi et les règlements d'application et décrets, conformément à la nature des activités desdites institutions. Le chapitre 6 traite de la formation et de la qualification dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent, et le chapitre 7 couvre la coopération internationale dans ce domaine, prévoyant la coopération judiciaire entre les autorités judiciaires égyptiennes et leurs homologues étrangers dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent sous toutes ses formes, comme prévu à l'article 18 de la loi, conformément aux règles énoncées dans les traités latéraux et multilatéraux auxquels l'Égypte est partie, et au principe de réciprocité. Il ressort clairement de ce qui précède que la loi n° 80 de 2002 sur la répression du blanchiment d'argent codifie toutes les dispositions figurant dans la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationales organisée.

Outre la loi n° 80 de 2002, qui codifie lesdites dispositions, un certain nombre de lois égyptiennes antérieures à cette convention contiennent des dispositions qui correspondent à celles de la Convention. Ces lois sont la loi n° 54 de 1964 sur la réorganisation du contrôle administratif, amendée par la loi n° 112 de 1983 (pièce jointe 6); la loi sur les gains illicites (n° 193 de 1951) et les amendements à cette loi (pièce jointe 7); la loi relative à l'organe chargé des poursuites administratives (n° 117 de 1958) et les amendements à cette loi (pièce jointe 8); la loi relative à l'organisme central chargé des vérifications des comptes (n° 144 de 1988) (pièce jointe 9); et le Code pénal égyptien, figurant dans la loi n° 58 de 1967 (pièce jointe 10); dont les dispositions sont conformes au principe établi de la juridiction pénale internationale. De fait, les tribunaux égyptiens sont compétents pour connaître de toute infraction commise sur le territoire égyptien (principe de la compétence territoriale), quelle que soit la nationalité de l'auteur de l'infraction ou celle de la victime (article premier du Code pénal égyptien). Les tribunaux égyptiens sont compétents aussi pour connaître de certaines infractions qui sont commises en dehors du territoire égyptien, conformément au principe de la loi *ratione materiae* (Code pénal égyptien, art. 2, par. 2). En vertu des principes de la juridiction pénale internationale, les tribunaux égyptiens sont compétents aussi, sur la base à caractère positif du principe de la compétence *ratione personae*, pour juger tout Égyptien commettant en dehors du territoire égyptien un délit qui est puni par la loi des deux

pays (Code pénal égyptien et loi du pays où le délit a été commis). C'est ce que l'on appelle l'exigence de la double incrimination (Code pénal égyptien, art. 3).

1.5 Le paragraphe 1 de la résolution énonce que l'obligation juridique de signaler les transactions suspectes devrait s'étendre à toutes les professions prenant part aux transactions financières. À cet égard, le Comité note que l'article 1 c) de la loi n° 80 de 2002 sur la répression du blanchiment d'argent définit l'expression « institutions financières » en incluant un certain nombre d'entités et d'organismes qui participent à la gestion financière et à la gestion d'autres biens mais qui ne prennent pas normalement part aux activités bancaires habituelles. Il n'est pas précisé toutefois si la loi couvre les professionnels tels que les juristes. Le Comité, par conséquent, souhaiterait recevoir des informations précisant si les juristes et les professionnels analogues sont tenus en vertu de la loi égyptienne de signaler les transactions suspectes à la cellule de répression du blanchiment d'argent.

La loi relative au blanchiment d'argent n° 80 de 2002 a été amendée par la loi n° 78 de 2003 (pièce jointe 11) qui a ajouté une nouvelle disposition (11) au texte de l'article 1 c), traitant de la définition des institutions financières. Cet amendement fait qu'il est possible d'ajouter d'autres personnes, physiques ou morales, en application d'une décision prise par le Premier Ministre. De plus, le Code pénal figurant dans la loi n° 58 de 1937 énonce l'obligation générale pour tous les citoyens, et par conséquent les fonctionnaires et les personnes chargées de dispenser des services publics, de signaler la commission de délits en général, y compris ceux énoncés dans la loi susmentionnée relative à la répression du blanchiment d'argent (pièce jointe 12).

1.6 Le Comité souhaiterait également que l'Égypte partage avec lui toutes évaluations, en particulier celles relatives aux mesures opérationnelles, concernant l'application de la résolution, qui sont réalisées par toutes institutions ou organisations internationales ou régionales.

Depuis 2001, l'Égypte a fait l'objet d'une évaluation du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) visant à établir dans quelle mesure l'Égypte s'est engagée à appliquer les recommandations du GAFI sur le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. L'Égypte a été incluse sur la liste des pays et territoires non coopératifs, mais en a été retirée en février 2004 à la lumière des changements institutionnels et concrets intervenus dans ce domaine. Le rapport du GAFI publié en juillet 2004 traitait de façon plus détaillée des faits nouveaux survenus dans ce domaine (pièce jointe 13).

2. Assistance technique

2.1 Le Comité tient à souligner une fois encore l'importance qu'il attache à la fourniture d'une assistance et de conseils concernant l'application de la résolution. À ce propos, le Comité tient à rappeler à l'Égypte le Répertoire des sources d'assistance du Comité (<www.un.org/sc/ctc>), qui est fréquemment mis à jour pour inclure de nouvelles informations pertinentes sur l'assistance disponible. Le Comité souhaiterait recevoir de l'Égypte des informations concernant les domaines où elle pense qu'une assistance pourrait lui être utile ou dans lesquels elle serait en mesure d'offrir une assistance technique à d'autres États aux fins de l'application de la résolution.

L'Égypte aimerait recevoir une assistance technique et des conseils d'autres États concernant tous les aspects de la résolution 1373 (2001) en vue de parfaire son application de la résolution, en particulier s'agissant des techniques d'enquête modernes, l'interception et le traçage de communications Internet et l'utilisation du courrier électronique, y compris la formation des autorités chargées de l'application de la loi à l'utilisation desdites techniques. L'Égypte remercie le Comité de bien vouloir l'informer de l'assistance technique que d'autres États ou des institutions internationales pourraient lui fournir dans ce domaine.

S'agissant de l'assistance que l'Égypte est en mesure d'offrir, elle est tout à fait prête à offrir toute assistance requise dans le contexte de tous arrangements de coopération judiciaire et sécuritaire qu'on pourrait lui demander d'apporter. Le Comité sera averti de tout arrangement passé dans ce domaine.

2.2 Le Comité tient à poursuivre le dialogue constructif qu'il a engagé avec l'Égypte concernant les mesures qu'elle prend pour appliquer la résolution, en particulier s'agissant des domaines identifiés comme prioritaires. Si l'Égypte pense qu'il serait dans son intérêt de discuter de certains aspects de l'application de la résolution avec le Directeur du Comité, elle est invitée à contacter la Direction du Comité contre le terrorisme comme mentionné au paragraphe 3.1. En outre, le Comité, par l'intermédiaire de sa direction, peut contacter les autorités compétentes égyptiennes pour discuter de toute autre question relative à l'application de la résolution.

Au stade actuel de l'application de la résolution, il n'a pas été nécessaire de rechercher l'assistance des experts du Comité. Toutefois, si le besoin s'en fait sentir, l'Égypte les contactera immédiatement.

Publié le 15 mars 2005